

Lettre ouverte à Laurent Duporge, maire (PS) de Liévin et vice-président du Conseil départemental du Pas-de-Calais.

Monsieur Laurent Duporge, Monsieur le Maire de Liévin,

Nous, membres du collectif des victimes et anciens du Village d'enfants de Riaumont, aurions dû vous écrire bien tôt. Nous aurions pu écrire à vos deux prédécesseurs, Henri Darras et Jean-Pierre Kucheida, tous deux maires socialistes de Liévin.

Vous le savez peut-être : la Mairie de Liévin, depuis la création du Village de Riaumont, a été un soutien inconditionnel du Père Revet et de son « Oeuvre ». Nous avons pu lire dans les journaux locaux l'importance du soutien financier et médiatique qui a été apporté au projet démesuré de ce prêtre pédo-criminel qui fut à la racine de nos souffrances. Après la mort du Père Revet en 1986, la mairie a continué à soutenir ouvertement son successeur le père Jean-Paul Argouarc'h (visé par une plainte non prescrite pour agressions sexuelles). La mairie a continué à participer aux fêtes et à faire participer aux cérémonies du souvenir les scouts et les religieux de Riaumont jusqu'au dernier 11 novembre 2024 ; à faire figurer, jusqu'à il y a peu dans la liste des associations de la ville, la myriade d'associations satellites du Village d'enfants de Riaumont. Les nombreux articles élogieux de *La Voix du Nord*, au fil des décennies, attestent de la place faite aux religieux du Village, partie intégrante du paysage local, participant activement à la vie associative de Liévin. En somme, le vernis qui a permis de dissimuler les violences que nous avons subies.

Lorsque vous étiez directeur de cabinet de Jean-Pierre Kucheida, puis conseiller général, secrétaire de la fédération socialiste de Liévin, puis adjoint au maire, vous n'avez pas pu ignorer le suicide de Romain, en 2001, pensionnaire du Village, âgé de 14 ans. Vous n'avez pas pu ignorer la réputation extrêmement négative que l'établissement promenait depuis les années 70. N'avez-vous pas ouï dire les maltraitements dont étaient victimes les enfants qui tentaient souvent de fuguer ? N'avez-vous pas entendu la fameuse phrase : « si t'es pas sage, t'iras à Riaumont » ? N'avez-vous pas vu des jeunes habillés en culotte de cuir et godillots traverser en meute votre ville, été comme hiver ? Tout le monde savait et personne (ou presque) n'a jamais osé dénoncer.

Les maires successifs n'ont jamais remis en question ni même voulu entendre les alertes qui ont été faites. Au contraire. Et pourtant la toute première alerte remonte à Madame Clément, l'épouse du proviseur du collège de Riaumont, qui a sollicité des élus de tous bords dès 1967 pour les alerter sur l'état physique et psychologique désastreux des pensionnaires auxquels elle délivrait le catéchisme. La mairie de Liévin lui a tourné le dos et enterré sa lettre que nous avons retrouvé dans les archives nationales. Nous la tenons à votre disposition. Elle est éloquente. Puis, il y a eu Françoise, la professeure de français du collège de Riaumont, lanceuse d'alerte, traînée dans la boue par les notables de Liévin, jamais soutenue ni par les élus de Liévin ni par sa hiérarchie. Enfin les trois juges d'instruction qui ont réalisé un rapport au vitriol sur la situation chaotique des enfants et qui ont permis que les enfants soient placés ailleurs qu'à Riaumont. Le foyer a fermé en 1982. Cela n'a pas suffi. Les religieux de la Sainte Croix de Riaumont ont continué à accueillir des scouts et louvettes, des enfants asiatiques rescapés des boat people et des enfants placés par la Ddass. Guidés spirituellement par l'Abbaye de Fontgombault, qui a tout autant ignoré les alertes, ils ont continué à maltraiter des enfants avec l'assentiment des institutions publiques et religieuses. Et avec votre soutien à vous, la mairie de Liévin.

Depuis que nos histoires ont été médiatisées, nous avons reçu de nombreux témoignages d'habitants de Liévin, employés de services municipaux, habitants, commerçants, mais aussi des enfants qui

nous côtoyaient lorsque nous allions dans les écoles publiques de la ville et au collège de Riaumont. Tous étaient catastrophés de notre état physique et psychologique. Au vu et au su de toute la ville, Riaumont a détruit des centaines d'enfants comme nous, membres du collectif des victimes. Plusieurs reportages de télévision ont rapporté nos témoignages et l'histoire de ce Village d'enfants qui porte si mal son nom. Un livre documente précisément le déroulement des faits pendant des décennies avec de nombreux témoignages à l'appui. Plus récemment, deux députés, Violette Spillebout et Paul Vannier, co-rapporteurs de la mission parlementaire sur les violences à l'école, ont effectué un contrôle sur pièces et sur place dans le « Village » à Liévin. Ils ont rencontré le préfet, des inspecteurs d'académie et plusieurs acteurs de terrain concernés par cette triste affaire. Les députés ont dévoilé un rapport du préfet du Pas de Calais, qui préconisait la fermeture du site. Les preuves sont là. Sans compter les nombreux procès et instructions en cours qui visent plusieurs religieux toujours présents sur votre commune. En tant que maire de la ville de Liévin, vous ne pouvez pas l'ignorer. Vous ne pouvez plus détourner le regard.

Nous vous demandons de manifester de manière publique votre soutien à toutes les victimes des encadrants de ce Village, qu'ils aient été religieux ou laïcs. Nous vous demandons de vous engager en tant que Maire de la ville de Liévin pour que la réalité de nos vécus soit établi. Nous vous demandons de ne plus associer ni la communauté religieuse ni aucune de ses associations satellites à aucune manifestation publique et encore moins à la moindre commémoration républicaine, à commencer par celle du 11 novembre 2025. Nous avons écrit en ce sens aux associations d'anciens combattants de la Grande Guerre pour les sensibiliser. De même, nous refusons que ce Village se permette des « portes ouvertes » le samedi 13 décembre prochain, pour sa « Fête de la Saint-Nicolas », invitant les familles (avec des mineurs donc) à entrer dans un lieu où de graves sévices ont été infligés aux enfants durant des décennies. Nous vous demandons aussi de prendre les dispositions nécessaires pour supprimer toute signalisation publique qui indiquerait la direction du « Village d'enfants de Riaumont », une appellation que nous contestons fermement.

Comme vous l'avez écrit à l'un des membres de notre collectif, « rien n'est plus inacceptable, plus abject, que de s'en prendre à des enfants ». Il en va donc de votre responsabilité et crédibilité d'élus de la République.

Nous redisons notre détermination à voir ce Village fermé et sa communauté de la Sainte-Croix de Riaumont dissoute. Les terribles souvenirs avec lesquels nous devons vivre, font de nous aujourd'hui des survivants. Certains ont été violés, d'autres battus, agressés, humiliés. Nous avons tous soufferts derrière ces murs. Nous nous battons pour que plus jamais aucun mineur n'y mette plus les pieds. Plus jamais.

Cordialement,

Le Collectif des victimes et anciens du Village d'enfants de Riaumont